

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 17 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



METEX NOOVISTA

plate-forme de Carling Saint-Avoid
57500 Saint-Avoid

Références : ST-AVOID_METEX_2022-02-15_RAPVI_ESO-Legio_MCBK_31265

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2022 dans l'établissement METEX NOOVISTA implanté plate-forme de Carling Saint-Avoid 57500 Saint-Avoid. L'inspection a été annoncée le 27/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METEX NOOVISTA
- plate-forme de Carling Saint-Avoid 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT dans GUN : 0003013146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non SEVESO

La société METEX NOOVISTA est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2018-DCATA-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié à exploiter une unité de production d'acides carboxyliques (1-3 propanediol (PDO) et acide butyrique (AB)). La mise en service du site a eu lieu au printemps 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux souterraines
- Légionelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Fréquence et paramètres de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.5.3 (partiel)	/	/

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Laboratoire d'analyse des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.5.3 (partiel)	/	/
Actualisation du rapport de base	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.5.4	/	/

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Transmission des résultats de surveillance des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	/	/
Fréquence de surveillance des TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2012, article 26.I.3.a (partiel)	/	/
Résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/02/2013, article 26.1.3.d (partiel)	/	/
Laboratoire d'analyse	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.c	/	/
Suivi des ouvrages de contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.5.2 (partiel)	/	/
Transmission des résultats de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.5.3 (partiel)	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite ont mis en évidence 3 non-conformités :

- l'absence d'analyse des paramètres MIBK, PDO et glycérol lors des campagnes de surveillance des eaux souterraines du 16 avril 2021 et du 14 octobre 2021 ;
- l'analyse en interne de 5 paramètres (acide iso-butyrique, acide lactique, acide butyrique, acide acétique, acide propionique) au niveau des eaux souterraines ;
- l'absence d'actualisation du rapport de base avec les résultats des 2 premières campagnes de surveillance des eaux souterraines.

L'exploitant s'est engagé à y remédier rapidement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Transmission des résultats de surveillance des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Prescription contrôlée : "Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants."
Constats : Lors de la visite du 3 février 2022, l'inspection des installations classées a constaté, qu'aucun résultat de surveillance de légionelles n'a été transmis par l'exploitant, ni en version papier ni via l'application GIDAF. Et ce, malgré l'engagement de l'exploitant pris lors de la visite du 6 septembre 2021. L'exploitant a transmis le jour même via l'application GIDAF les résultats de surveillance de légionelles de septembre à décembre 2021. Lors de la visite, il s'est engagé à l'avenir à transmettre tous les mois les résultats de surveillance des légionelles via l'application GIDAF. Par courriel du 11 février 2022, l'exploitant a indiqué avoir saisi les résultats de surveillance de légionelles de janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Fréquence de surveillance des TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2012, article 26.I.3.a (partiel)
Prescription contrôlée : "La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. [...]"
Constats : Sans observation sur la base des résultats de mi-mars 2021 à janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Résultats de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/02/2013, article 26.1.3.d (partiel)
Prescription contrôlée : "Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). [...] Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon : - coordonnées de l'installation ; - date, heure de prélèvement, température de l'eau ; - date et heure de réception de l'échantillon ; - date et heure de début d'analyse ; - nom du préleveur ; - référence et localisation des points de prélèvement ; - aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; - pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ; - nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ; - date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire. [...]"
Constats : Sans observation sur les résultats et les bordereaux d'analyse de Phytocontrol Waters de septembre à janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Laboratoire d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.c
Prescription contrôlée : "Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) répond aux conditions suivantes : - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; - le laboratoire rend ses résultats sous accréditation."
Constats : Sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Suivi des ouvrages de contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.5.2 (partiel)
Prescription contrôlée : "[...] L'exploitant fait inscrire les nouveaux ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci, qui seront à communiquer au préfet dans le cadre du rapport prévu à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié susvisé. [...]"
Constats : Par courriel du 11 février 2022, l'exploitant a transmis les codes BSS des 3 piézomètres : BSS004CVAQ pour Pz1, BSS004CVGJ pour Pz2 et BSS004CVGX pour Pz3.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Transmission des résultats de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.5.3 (partiel)
Prescription contrôlée : "[...] Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées."
Constats : Lors de la visite du 3 février 2022, l'inspection des installations classées a constaté, qu'aucun résultat de surveillance des eaux souterraines n'a été transmis par l'exploitant, ni en version papier ni via l'application GIDAF. Et ce, malgré l'engagement de l'exploitant pris lors de la visite du 6 septembre 2021. L'exploitant a transmis le jour même via l'application GIDAF les résultats de surveillance des eaux souterraines d'octobre 2021. Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à l'avenir à transmettre tous les semestres les résultats de surveillance des eaux souterraines via l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Fréquence et paramètres de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.5.3 (partiel)
Prescription contrôlée : "A compter de la mise en service initiale des installations, l'exploitant fait analyser les paramètres suivants à une fréquence a minima semestrielle : [tableau non reproduit] [...] Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance (code SANDRE 1689) est relevé à chaque campagne de prélèvement. [...]"
Constats : Sans observation sur la fréquence de surveillance des eaux souterraines et sur le relevé du niveau

piézométrique.

Lors de la visite du 3 février 2022, l'inspection des installations classées a constaté l'absence d'analyse des paramètres MIBK, PDO et glycérol lors des campagnes du 16 avril 2021 et du 14 octobre 2021.

Par courriel du 11 février 2022, l'exploitant s'est engagé à l'avenir à analyser ces 3 paramètres et indique en avoir fait la demande à son prestataire AECOM.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dès réception le rapport de surveillance des eaux souterraines d'avril 2022 permettant notamment de justifier de l'analyse de ces 3 paramètres.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Laboratoire d'analyse des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.5.3 (partiel)

Prescription contrôlée :

"[...] En l'absence de laboratoire pouvant réaliser les analyses concernant les paramètres acide isobutyrique et acide lactique, celles-ci pourront être faites par l'exploitant, selon une méthodologie d'analyse préalablement transmise à l'Inspection des Installations Classées. [...]"

Constats :

Lors de la visite du 3 février 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les 5 paramètres suivants (acide iso-butyrique, acide lactique, acide butyrique, acide acétique, acide propionique) continuent d'être analysés en interne.

Par courriel du 11 février 2022, l'exploitant a transmis le mail du laboratoire actuellement utilisé (Micropolluants Technologie) indiquant ne pas être en mesure d'analyser ces 5 paramètres. L'exploitant s'engage à demander à la société AECOM de trouver un prestataire pour analyser ces 5 paramètres.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées sous un mois le laboratoire retenu pour l'analyse de ces 5 paramètres.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Actualisation du rapport de base

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.5.4

Prescription contrôlée :

"Dans un délai de 6 mois à compter de la mise en service initiale des installations, l'exploitant transmet une version actualisée de son rapport de base tenant compte des résultats des analyses réalisées dans les ouvrages mentionnés au point 10.3.5.1. du présent article (au moins 2 analyses espacées de 6 mois)."

Constats : L'exploitant n'a pas réalisé l'actualisation du rapport de base tenant compte des résultats des 2 campagnes de surveillance des eaux souterraines d'avril et octobre 2021. Par courriel du 11 février 2022, l'exploitant a indiqué avoir passé commande auprès de la société AECOM pour réaliser l'actualisation du rapport de base et a transmis le bon de commande signé du 11 février 2022.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées la version actualisée du rapport de base sous 2 mois.

Type de suites proposées : Susceptible de suites